

Science, technologie et innovation

Numéro 12 | Février 2023

Demande de financement externe des PME québécoises en 2020

Pascasie Nikuze

Faits saillants

- Au Québec, la quasi-totalité (99,7 %) des entreprises sont de petites et moyennes entreprises (PME) ; celles-ci sont à l'origine de 70,3 % de l'emploi total.
- En 2020, 85,3 % des PME québécoises ont fait une demande de financement externe, ce qui correspond à une forte hausse par rapport à 2017 (43,0 %). Par financement externe, on entend notamment l'emprunt, la location-acquisition, le crédit commercial, les capitaux propres¹ et le financement gouvernemental.
 - Cette proportion est semblable à celles observées en Ontario (82,4 %) et dans l'ensemble du Canada (82,4 %), et la différence constatée n'est pas statistiquement significative.
 - Des 85,3 % de PME qui ont fait une demande de financement externe, 80,8 % ont fait une demande de financement gouvernemental (contre 5,9 % en 2017).
 - En 2020, 44,0 % des PME québécoises ont fermé temporairement pendant environ 10 semaines en raison de la pandémie de COVID-19.
 - Pour se maintenir en activité, les PME québécoises ont surtout eu recours aux programmes d'aide mis en place par les gouvernements :
 - 85,0 % ont eu recours au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) ;
 - 65,7 % ont eu recours à la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC).

Suite à la page 2

1. Les capitaux propres incluent toute demande de nouveau financement ou de financement supplémentaire effectuée auprès d'investisseurs externes en échange d'une participation dans l'entreprise.

Le présent bulletin brosse le portrait de la demande de financement externe des petites et moyennes entreprises (PME) du Québec en 2020. Les données utilisées proviennent de la portion québécoise (fichier partagé) de l'*Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises (EFCPME) 2020*. Cette édition de l'enquête visait à recueillir des renseignements sur :

- les récentes tentatives de demande des PME pour les différents types de financement ;
- la croissance des ventes des entreprises, leurs activités commerciales nationales et internationales, leurs pratiques en matière d'innovation, de propriété intellectuelle, de technologies de pointe, de commerce électronique, etc. ;
- les caractéristiques des PME et de leurs propriétaires ;
- la proportion d'entreprises qui ont temporairement fermé pendant la pandémie de COVID-19, la durée de la fermeture (en semaines) ainsi que les programmes gouvernementaux vers lesquels elles se sont tournées afin de se maintenir en activité (trois questions ont exceptionnellement été ajoutées à l'édition 2020 pour obtenir ces renseignements).

- 18,3 % ont fait une demande d'emprunt (contre 31,2 % en 2017) et 13,6 % ont fait une demande de crédit commercial (contre 9,1 %).
- Pour la plus importante demande de financement (en valeur) de l'entreprise :
 - Le taux d'approbation des demandes par les fournisseurs de financement dépasse 93 % (contre 84 % en 2017), peu importe le type de financement externe ;
 - Le financement gouvernemental représente 41,1 % du montant total (23 951 M\$) reçu par les PME en 2020 (contre 0,8 % en 2017) ;
 - La part de l'emprunt s'élève à 46,2 % (contre 85,4 %), celle du crédit commercial à 7,9 % (contre 5,0 %), celle de la location-acquisition à 2,8 % (contre 5,1%), et celle des capitaux propres à 2,0 % (contre 3,6 %).
 - Les conditions d'octroi de l'emprunt en 2020 sont généralement les mêmes qu'en 2017 :
 - Pour les quatre formes d'emprunts utilisées par les PME (prêt hypothécaire, prêt à terme, marge de crédit et carte de crédit commerciales), le taux d'intérêt moyen payé en 2020 est à peu près le même qu'en 2017 ;
 - La durée moyenne des prêts hypothécaires est moins longue en 2020 (109 mois) qu'en 2017 (146 mois), tandis que celle des prêts à terme est presque identique pour les deux périodes (68 mois, contre 66 mois).
 - Plus de PME ont dû fournir des garanties à leur prêteur en 2020 (61,5 %) qu'en 2017 (57,3 %).

L'EFCPME est réalisée tous les trois ans depuis 2001 par Statistique Canada en partenariat avec un consortium d'organismes dont font partie l'ISQ et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec, et qui est dirigé par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE).

Les résultats présentés ci-après ont été recueillis entre avril et août 2021 et sont fondés sur les réponses de 2 369 entreprises (le Canada en compte près de 10 000).

On peut télécharger les tableaux détaillés de l'édition 2020 de l'enquête ainsi qu'un bref rapport méthodologique sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec à l'adresse suivante : statistique.quebec.ca/fr/document/enquete-financement-croissance-pme.



Photo : Psisa / iStock

La quasi-totalité (99,7 %) des entreprises du Québec sont des PME

En décembre 2020, on comptait 268 347 emplacements d'entreprises avec employés¹ au Québec (contre 611 420 emplacements sans employés), soit 20,6 % du total des emplacements d'entreprises au Canada (tableau 1).

- 99,7 % des emplacements avec employés au Québec (appelés *PME*² dans ce bulletin) comptent entre 1 et 499 employés. De ce nombre :
 - 53,2 % ont entre 1 et 4 employés ;
 - 32,2 % ont entre 5 et 19 employés ;
 - 12,4 % ont entre 20 et 99 employés ;
 - 1,9 % ont entre 100 et 499 employés.
- 0,3 % ont 500 employés ou plus.

La proportion d'emplacements d'entreprises ayant entre 1 et 499 employés est similaire ailleurs au Canada, que ce soit en Ontario (99,7 %), dans l'Atlantique (99,8 %), dans les Prairies (99,8 %), en Colombie-Britannique et dans les Territoires (99,8 %) ou dans l'ensemble du Canada (99,8 %).

Toutefois, le Québec compte en proportion moins d'emplacements d'entreprises de 1 à 4 employés et plus d'emplacements de 5 à 19 employés et de 20 à 99 employés que les autres régions.



Photo : Damir Kopezhanov / Unsplash

1. Les entreprises sont dénombrées en tenant compte de leurs « emplacements statistiques ». Ainsi, une entreprise de vente au détail ayant 10 magasins et 1 siège social représente 11 entreprises dans *Nombre d'entreprises canadiennes*. Veuillez consulter www.statcan.gc.ca/fra/programmes-statistiques/document/1105_D16_V2 pour plus d'information.

Les données comprennent tous les emplacements canadiens actifs avec employés d'une part, et les emplacements canadiens sans employés et avec un revenu supérieur à 30 000 \$ ou qui sont incorporés d'autre part.

2. Cette proportion est généralement moins élevée dans les pays membres de l'OCDE pour des raisons conceptuelles. En effet, l'OCDE/EUROSTAT utilise un seuil d'effectif inférieur (moins de 250 employés) à celui utilisé dans le présent bulletin ainsi que deux autres critères : le chiffre d'affaires annuel et le total du bilan annuel. La PME est définie par l'OCDE comme étant une entreprise qui emploie moins de 250 personnes et qui remplit l'un des critères suivants : son chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 50 millions d'euros ou le total annuel de son bilan n'excède pas 43 millions d'euros. Cette définition a été révisée en 2015 (op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/756d9260-ee54-11ea-991b-01aa75ed71a1).

D'un autre côté, même si elle est fondée sur un seuil de moins de 500 employés comme aux États-Unis, cette proportion ne se compare pas non plus avec la proportion américaine. En effet, la définition appliquée aux États-Unis découle de celle du *Small Business Administration Agency* et est beaucoup plus complexe. Elle est basée sur un indice composite variable selon l'industrie, élaboré à partir de six critères : seuils d'effectif, de recettes et d'actifs, auxquels s'ajoutent deux indices de concentration et de distribution industrielle ainsi qu'un critère basé sur l'obtention des contrats d'approvisionnement gouvernemental fédéral (www.sba.gov/sites/default/files/2019-04/SBA%20Size%20Standards%20Methodology%20April%2011%2C%202019.pdf).

Tableau 1

Nombre total d'emplacements d'entreprises et répartition des emplacements d'entreprises avec employés selon la tranche d'effectif, Québec, Ontario, autres régions¹ et Canada, décembre 2020

	Total avec ou sans employés	Sous- total sans employés	Sous- total avec employés	1 à 4 employés	5 à 19 employés	20 à 99 employés	100 à 499 employés	1 à 499 employés	500 employés ou plus
n									
Québec	879 767	611 420	268 347	142 640	86 503	33 391	5 128	267 662	685
Ontario	1 600 591	1 119 662	480 929	283 205	136 783	50 812	8 915	479 715	1 214
Atlantique	196 423	112 021	84 402	47 096	26 966	8 772	1 402	84 236	166
Prairies	812 105	553 559	258 546	149 148	77 370	27 082	4 414	258 014	532
Colombie-Britannique et les Territoires	673 700	463 532	210 168	119 377	65 285	22 156	3 000	209 818	350
Canada	4 162 586	2 860 194	1 302 392	741 466	392 907	142 213	22 859	1 299 445	2 947
%									
Québec	..	..	100,0	53,2	32,2	12,4	1,9	99,7	0,3
Ontario	..	..	100,0	58,9	28,4	10,6	1,9	99,7	0,3
Atlantique	..	..	100,0	55,8	31,9	10,4	1,7	99,8	0,2
Prairies	..	..	100,0	57,7	29,9	10,5	1,7	99,8	0,2
Colombie-Britannique et les Territoires	..	..	100,0	56,8	31,1	10,5	1,4	99,8	0,2
Canada	..	..	100,0	56,9	30,2	10,9	1,8	99,8	0,2
%									
Québec	21,1	21,4	20,6	19,2	22,0	23,5	22,4	20,6	23,2
Ontario	38,5	39,1	36,9	38,2	34,8	35,7	39,0	36,9	41,2
Atlantique	4,7	3,9	6,5	6,4	6,9	6,2	6,1	6,5	5,6
Prairies	19,5	19,4	19,9	20,1	19,7	19,0	19,3	19,9	18,1
Colombie-Britannique et les Territoires	16,2	16,2	16,1	16,1	16,6	15,6	13,1	16,1	11,9
Canada	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Les autres régions incluent les Prairies (le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta) et l'Atlantique (Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick).

Sources : Statistique Canada.

Tableau 33-10-0304-01 – Nombre d'entreprises canadiennes, avec employés, décembre 2020. [www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3310030401].

Tableau 33-10-0305-01 – Nombre d'entreprises canadiennes, sans employés, décembre 2020. [www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3310030501].

Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les PME sont à l'origine de plus de 70 % de l'emploi total au Québec

La part de l'emploi total attribuable aux entreprises québécoises ayant de 1 à moins de 500 employés s'élève à 70,3 % en 2020. Malgré leur part marginale au chapitre du

nombre total d'entreprises (0,3 %), les entreprises de 500 employés ou plus comptent pour 29,6 % de l'emploi total.

Ces proportions sont légèrement différentes de celles observées en Ontario (63,4 % et 36,5 % respectivement).

Tableau 2

Part de l'emploi selon la tranche d'effectif des entreprises¹, Québec et Ontario, 2020

	Moins de 5 employés	De 5 à moins de 20 employés	De 20 à moins de 50 employés	De 50 à moins de 100 employés	De 100 à moins de 500 employés	De 1 à moins de 500 employés	500 employés ou plus
	%						
Québec	8,8	15,3	14,7	11,1	20,4	70,3	29,6
Ontario	9,4	14,0	12,4	9,1	18,5	63,4	36,5

1. Une entreprise correspond aux opérations d'une entreprise avec salariés dans une province ou un territoire donné. Par exemple, une entreprise au niveau national qui possède des salariés dans deux provinces/territoires représente deux entreprises ici. Cette définition au niveau provincial, qui est utilisée dans les tableaux 33100087 à 33100093, est différente de celle utilisée dans les tableaux nationaux 33100164 (une entreprise avec salariés ne représente qu'une seule unité).

La taille de l'entreprise est exprimée en unités moyennes de main-d'œuvre (UMM), une mesure qui estime l'emploi au sein de l'entreprise. Une description de cette unité de mesure est disponible à l'adresse suivante : www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&id=1405158.

Source : Statistique Canada. *Tableau 33-10-0093-01 Contribution à l'emploi du secteur privé, la création brute d'emplois et la destruction par taille d'entreprise, provinces et les territoires, 2020*. [www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3310009301]. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

85,3 % des PME québécoises ont fait une demande de financement externe en 2020, en hausse par rapport à 2017

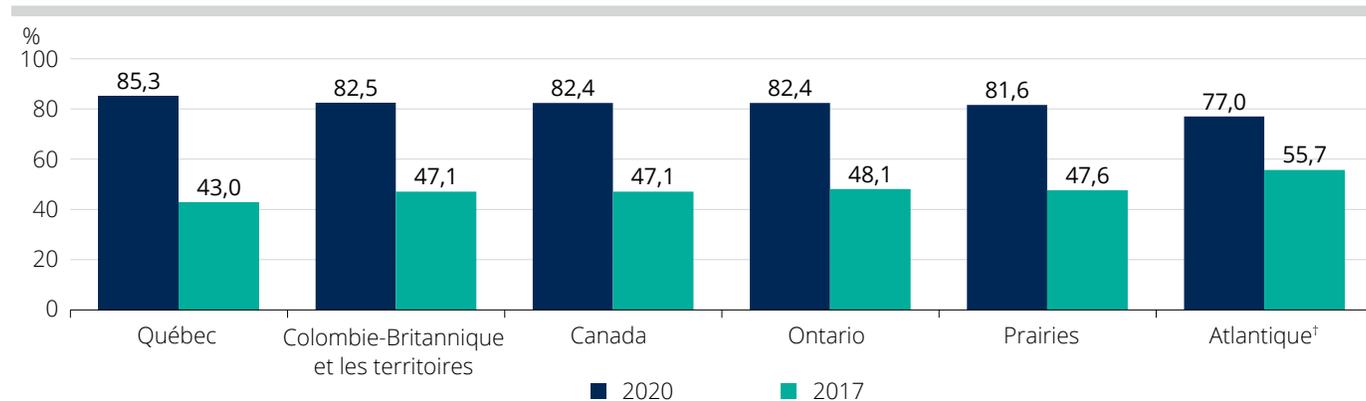
Par financement externe, on entend notamment l'emprunt, la location-acquisition, le crédit commercial, les capitaux propres et le financement gouvernemental. Cette proportion est supérieure à celles observées

dans l'ensemble du Canada (82,4 %), en Ontario (82,5 %) et dans les autres provinces en 2020 (figure 1), mais la différence n'est pas statistiquement significative. Cependant, dans le contexte de la pandémie, elle

représente le double de celle enregistrée au Québec en 2017 (43,0 %). L'analyse par type de financement qui figure ci-dessous fait ressortir plus précisément la source de cette augmentation.

Figure 1

Proportion de PME ayant fait une demande de financement externe, Québec, Ontario, autres régions et Canada¹, 2017 et 2020



† Indique que la proportion d'entreprises qui ont présenté une demande est significativement différente de la proportion de celles qui l'ont fait dans l'ensemble du Canada

1. Les Prairies incluent le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta, tandis que l'Atlantique comprend Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

Sources : Pour le Québec : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2017 et 2020, microdonnées sur le Québec. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec. Pour le Canada, l'Ontario, les Prairies, l'Atlantique, la Colombie-Britannique et les territoires : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2017 et 2020, fichier-maître de l'enquête (tableau 1). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les PME ayant de 20 à 49 employés (96,9 %) ou de 5 à 19 employés (95,0 %), tout comme celles de l'industrie de la fabrication (92,5 %) et des industries du savoir (96,8 %), ont été les plus portées à faire une demande (figure 2). Les PME ayant adopté certaines pratiques, par exemple en matière d'exportation (91,6 %) ou d'adoption du commerce électronique (91,8 %), étaient aussi dans cette situation. À l'opposé, les PME ayant de 1 à 4 employés (77,2 %) ou actives dans l'industrie des services professionnels, scientifiques et techniques (76,5 %) ont affiché un taux de demande de financement externe moins élevé.

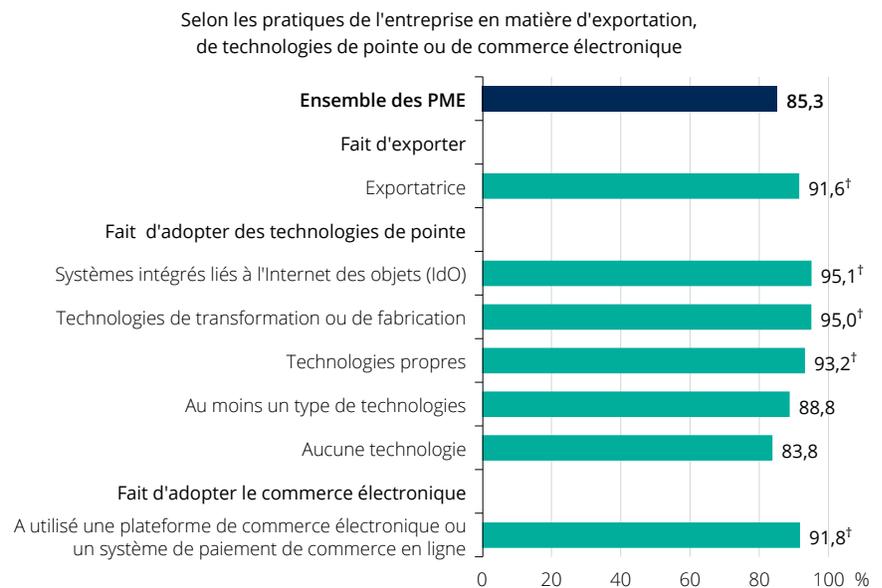
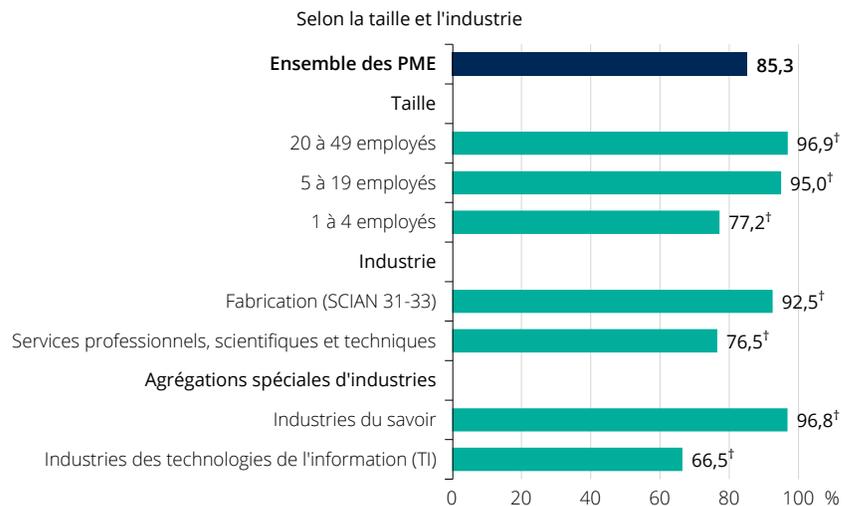
Sur les 14,7 % d'entreprises qui n'ont pas présenté de demande de financement externe en 2020, 89,7 % ont indiqué ne pas l'avoir fait parce que ce n'était pas nécessaire.



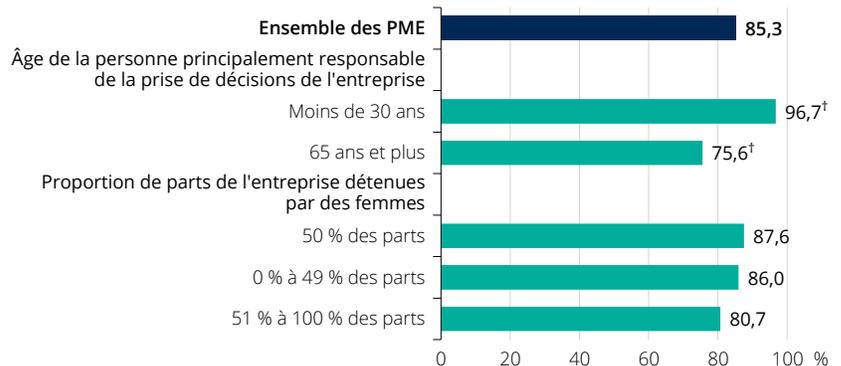
Photo : Rodnae Productions / Pexels

Figure 2

Groupes de PME ayant fait une demande de financement externe dans une proportion significativement différente de celle de l'ensemble des PME, Québec, 2020



Selon l'âge de la personne principalement responsable de la prise de décisions de l'entreprise et la proportion de parts de l'entreprise détenues par des femmes



† Indique que le résultat est statistiquement différent de celui de l'ensemble des PME.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2017 et 2020, microdonnées sur le Québec. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

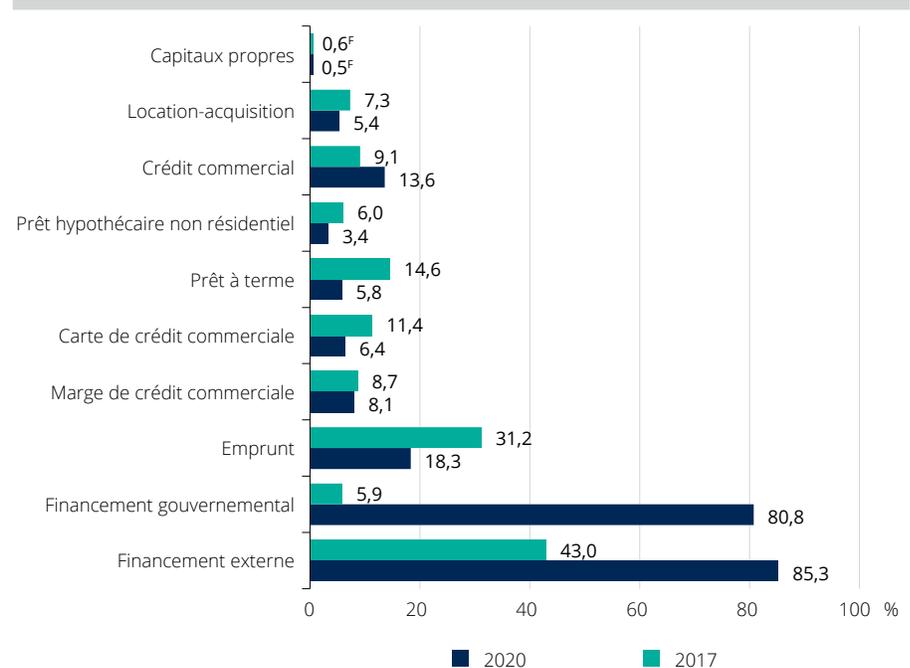
Près de 81 % des PME québécoises ont fait une demande de financement gouvernemental en 2020

Des 85,3 % d'entreprises qui ont fait une demande de financement externe en 2020 :

- 80,8 % ont fait une demande de financement gouvernemental, soit une proportion 13 fois plus élevée qu'en 2017 (5,9 %) (figure 3).
- En 2020, un peu moins de la moitié des entreprises (44,0 %) ont fermé temporairement pendant environ 10 semaines en raison de la pandémie de COVID-19 (figure 4).
- Pour se maintenir en activité, elles ont eu recours aux différents programmes d'aide mis en place par les gouvernements, dont les plus fréquemment utilisés ont été le CUEC (85,0 % des PME québécoises y ont eu recours) et la SSUC (65,7 % des PME québécoises y ont eu recours).
- 18,3 % ont fait une demande d'emprunt (contre 31,2 % en 2017); les emprunts comprennent les marges de crédit commerciales (8,1 %), les cartes de crédit commerciales (6,4 %), les prêts à terme (5,8 %), et les prêts hypothécaires non résidentiels (3,4 %).
- 13,6 % ont fait une demande de crédit commercial ou de crédit aux fournisseurs (contre 9,1 %).
- 5,4 % ont fait une demande de location-acquisition ou de crédit-bail (contre 7,3 %).
- 0,5 % ont fait une demande de capitaux propres (contre 0,6 %).

Figure 3

Proportion de PME ayant fait une demande de financement externe, selon le type de financement¹, ensemble des PME, Québec, 2017 et 2020



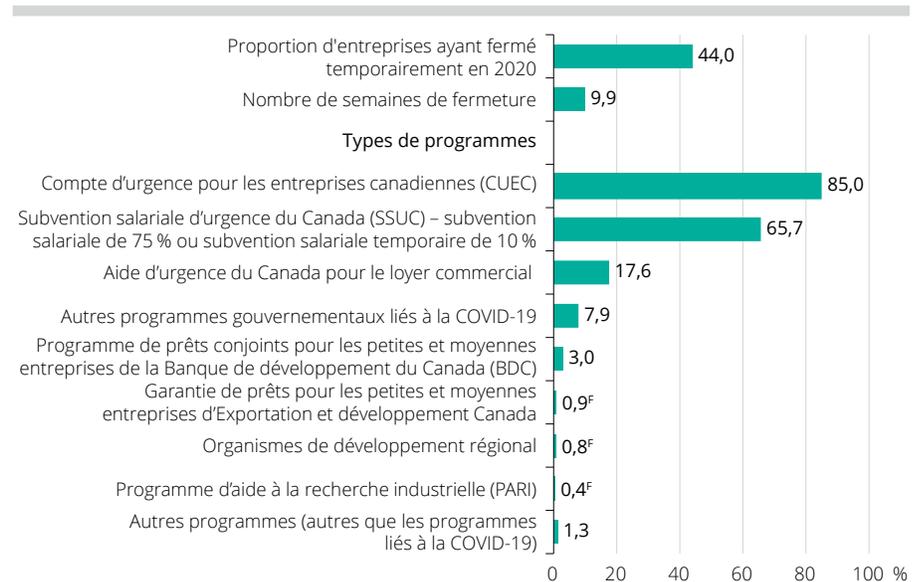
F Non fiable (CV > 25 %).

1. Une même entreprise peut présenter plus d'une demande de financement.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2017 et 2020, microdonnées sur le Québec. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 4

Proportion de PME ayant fermé temporairement en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, durée moyenne de la fermeture et programmes gouvernementaux sollicités par les PME afin de se maintenir en activité, Québec, 2020



F Non fiable (CV > 25 %).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2020, microdonnées sur le Québec. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Le taux d'approbation des demandes par les fournisseurs de financement pour tous les types de financement externe dépasse 93 %

Pour la plus importante demande de financement (en valeur) présentée par l'entreprise, le taux d'approbation (totale ou partielle) par le fournisseur de financement a été :

- de 98,7 % pour les demandes de location-acquisition (contre 99,4 % en 2017);
- de 98,5 % pour les demandes de financement gouvernemental (contre 84,0 %);
- de 97,0 % pour les demandes de crédit commercial (contre 97,0 %);
- de 93,6 % pour les demandes d'emprunt (contre 92,9 %).

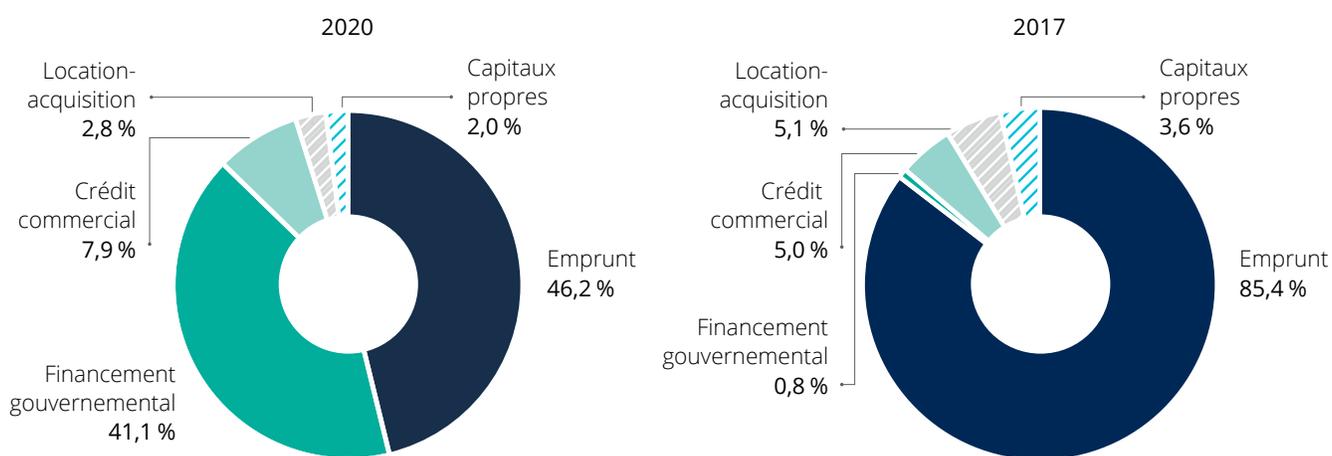
En ce qui concerne la plus importante demande de financement (en valeur) des entreprises, le financement gouvernemental représente plus de 40 % du montant total reçu par les PME en 2020, une proportion légèrement inférieure à celle de l'emprunt (46 %)

Si on prend uniquement en compte la plus importante demande de financement de chaque type, le montant global du financement externe reçu par les PME est de 23 951 M\$ en 2020 (contre 20 916 M\$ en 2017). La part de ce montant qui est attribuable à l'emprunt s'élève à 46,2 % (85,4 % en 2017), et celle attribuable au financement gouvernemental³ à 41,1 %, soit 41 fois plus qu'en 2017 (0,8 %) (figure 5).

Les trois autres types de financement externe obtiennent respectivement 7,9 % pour le crédit commercial (contre 5,0 % en 2017), 2,8 % pour la location-acquisition (contre 5,1 %), et 2,0 % pour les capitaux propres (contre 3,6 %).

Figure 5

Répartition du financement externe total reçu par les PME selon le type de financement, pour la plus importante demande de financement de chaque type, Québec, 2020 et 2017



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2017 et 2020, microdonnées sur le Québec. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

3. Il n'a pas été possible de répartir la part gouvernementale entre les différents programmes dont les PME se sont prévaluées.

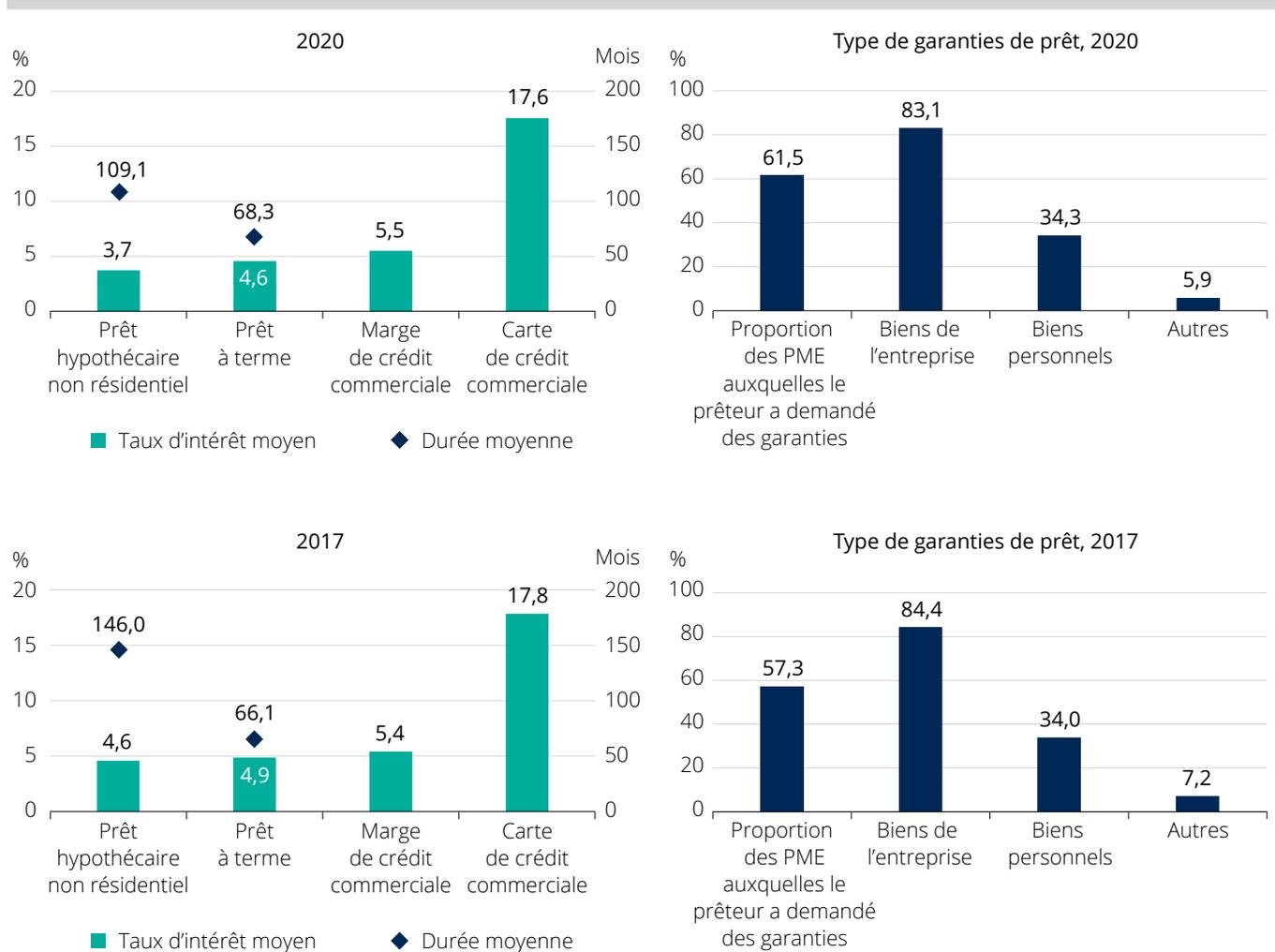
Les conditions d'octroi de l'emprunt en 2020 étaient généralement les mêmes qu'en 2017

Dans le cas de la plus importante demande de financement (en valeur) de l'entreprise :

- Pour les quatre types d'emprunt (prêt hypothécaire, prêt à terme, marge de crédit commerciale et carte de crédit commerciale), le taux d'intérêt moyen payé par les PME en 2020 (respectivement 3,7 %, 4,6 %, 5,5 % et 17,6 %) est à peu près le même que celui payé en 2017 (respectivement 4,6 %, 4,9 %, 5,4 % et 17,8 %) (figure 6).
- La durée moyenne des emprunts accordés aux PME ayant fait une demande de prêt hypothécaire est moins longue en 2020 (109 mois) qu'en 2017 (146 mois) (différence non statistiquement significative), tandis que celle des emprunts consentis aux entreprises ayant fait une demande de prêt à terme demeure presque inchangée (68 mois en 2020, contre 66 mois en 2017).
- Peu importe le type d'emprunt, la proportion de PME dont l'institution financière a exigé des garanties de prêt était légèrement plus élevée en 2020 (61,5 %) qu'en 2017 (57,3 %) (différence non statistiquement significative).

Figure 6

Taux d'intérêt moyen payé par les PME, durée moyenne des prêts selon le type et les garanties de prêt demandées aux PME, pour la plus importante demande de chaque type d'emprunt, Québec, 2017 et 2020



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2017 et 2020, microdonnées sur le Québec. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableaux statistiques d'intérêt

Enquête sur le financement et la croissance des PME 2020	Février 2023
Dépenses de recherche et développement (R-D)	Janvier 2023
Personnel de recherche et développement (R-D)	Janvier 2023

Autres publications d'intérêt

Achats en ligne au Québec en 2020	Décembre 2022
L'accès à Internet à domicile au Québec en 2020	Novembre 2022
Les internautes et le téléphone intelligent au Québec en 2020	Novembre 2022

Remerciements

L'auteure et responsable du projet tient à remercier Julien Armand, de la Direction de la méthodologie, qui a effectué le traitement statistique des microdonnées de l'enquête.

L'Institut de la statistique du Québec tient à remercier le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie qui a rendu possible l'obtention de la partie québécoise des microdonnées de *l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises, 2020*, en finançant une partie de la participation à l'enquête.

Notice bibliographique suggérée

NIKUZE, Pascasie (2023). « Demande de financement externe des PME québécoises en 2020 », *Science, technologie et innovation*, [En ligne], n° 12, février, Institut de la statistique du Québec, p. 1-10. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/demande-financement-externe-PME-quebecoises-2020.pdf].

Ce bulletin a été réalisé à l'Institut de la statistique du Québec par :

Pascasie Nikuze, économiste

Avec la collaboration de :

Julien Armand

Direction générale des statistiques et de l'analyse économiques :

Éric Deschênes, directeur général

Révision linguistique et édition :

Direction de la diffusion et des communications

Pour plus de renseignements :

Centre d'information et de documentation
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Courriel : cjd@stat.gouv.qc.ca

Site Web : statistique.quebec.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
1^{er} trimestre 2023
ISSN 2563-1373 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
Institut de la statistique du Québec, 2005

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec. statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction